

• (1620)

Cela ne prend pas. Les gens savent comme jamais auparavant à quoi s'en tenir, étant aux prises depuis 1984 avec ce gouvernement-ci et sa notion d'équité et d'équilibre dans les affaires publiques du pays.

Ils s'attendent que le gouvernement adopte une attitude juste et équilibrée dans sa politique d'intérêt public, qu'il donne un exemple d'austérité, qu'il soit économe et, le plus important, qu'il soit équitable. Y a-t-il équité? Le gouvernement fait-il preuve d'une once d'équité lorsqu'il dit qu'il est acceptable d'accorder non pas un salaire ni une augmentation, mais une prime de 70 000 \$ ou 80 000 \$ aux fonctionnaires les mieux rémunérés?

Beaucoup de Canadiens se réjouiraient de toucher un salaire de 70 000 \$ à 80 000 \$ ou une augmentation de 700 \$. Le gouvernement a accordé aux fonctionnaires les mieux rémunérés du pays une prime de 70 000 \$, 75 000 \$ et 80 000 \$ en plus de leur salaire de 200 000 \$ à 300 000 \$. Par contre, il a accordé 0 p. 100 aux fonctionnaires les moins payés du pays.

Que, dans le secteur privé, on vienne d'obtenir une augmentation ou d'être mis à pied, il n'est pas difficile de comprendre la notion d'équité, telle qu'elle devrait être, lorsqu'on voit comment le gouvernement agit au jour le jour et qu'on examine la situation réelle: 0 p. 100 pour une secrétaire et une prime de 70 000 \$ pour les dirigeants de société que le gouvernement a triés sur le volet.

Ce n'est pas là un beau discours, ni une opinion, ni une observation, mais un fait. C'est un fait, et ceux-là mêmes qui appuient le gouvernement qui a pris cette décision disent aujourd'hui: «Nous n'avons pas les moyens d'être justes, d'être équitables. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être raisonnables envers les fonctionnaires parce que nous sommes vraiment inquiets. Le sort des sans-emploi nous préoccupe énormément.»

Le taux de chômage est excessif à Terre-Neuve depuis que ce gouvernement a pris le pouvoir. Il est donc difficile de croire que c'est seulement maintenant que les sans-emploi de Terre-Neuve les préoccupent.

Le niveau de pauvreté est excessif depuis que ce gouvernement a pris le pouvoir. Voilà que tout d'un coup, ils veulent se ranger du côté des pauvres en s'en prenant aux méchants et terribles fonctionnaires qui gagnent 18 000 \$ par année.

Initiatives ministérielles

Ce projet de loi défie la crédibilité. Il n'est pas possible de croire que le gouvernement est franc et sincère lorsqu'il présente un tel projet de loi.

Il s'agit de l'un de ces débats où si les députés de l'opposition croyaient que c'était simplement une question de commodité politique, nous accepterions l'argument du gouvernement disant que la grève n'est pas commode et qu'il faut par conséquent ramener les fonctionnaires de force au travail. Il serait facile de dire: «Oui, il y a quelqu'un dans ma circonscription qui a été incommodé par ces fonctionnaires. Nous allons donc les ramener de force au travail.»

Ce serait de l'égoïsme, une solution de facilité commode et lâche. Lorsque j'allais prendre l'avion lundi pour revenir ici, je me suis arrêté sur le chemin de l'aéroport à Deer Lake (Terre-Neuve) et j'ai parlé à une demi-douzaine de grévistes qui portaient des pancartes. La plupart d'entre eux gagnaient moins que le salaire minimum de ce pays. Ce n'était pas une bande de fonctionnaires avides et égoïstes; c'étaient des gens qui ne pouvaient pas vraiment se permettre de faire la grève.

C'étaient des gens qui ne pouvaient pas se permettre de faire la grève. Leurs enfants venaient juste de retourner à l'école.

Ils venaient juste de leur acheter ce qu'il fallait pour la rentrée des classes. Noël approche et les enfants voudront des cadeaux sous l'arbre. Ils n'avaient pas vraiment les moyens d'être là et ils ne voulaient pas y être. Être là leur répugne. Mais, monsieur le Président, ils tiennent à leurs principes. Ils sont prêts à perdre une partie leur salaire pour faire la grève parce qu'ils ont quelque chose à prouver. Ils veulent que le gouvernement sache, en leur imposant ses méthodes autoritaires, qu'ils ne sont pas morts, qu'ils sont bel et bien vivants.

Ils veulent se battre jusqu'au bout pour leurs droits.

Si le gouvernement peut se retourner contre ses propres employés, s'il peut écraser les moins bien payés d'entre eux et que l'on n'entende rien, ce sera un exemple pour tous les membres de notre société: les grosses et puissantes organisations et institutions peuvent s'en prendre aux moins bien rémunérés.

Les députés ne sont pas ici parce que c'est la chose à faire du point de vue politique et pas parce qu'il est facile de parler contre le projet de loi C-29, ni parce que c'est pratique de le faire, mais parce qu'il est juste de s'opposer